



L'investissement direct étranger et la présence française à Maurice en 2003

Actualisation au 25 novembre 2004

© MINEFI - DREE/TRÉSOR

Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

"Une promotion plus agressive des investissements dans les secteurs des TIC et de l'hôtellerie de haut de gamme"

"France : 1^{er} investisseur étranger"

Manquant totalement d'atouts naturels (hormis ses plages) et disposant de peu d'avantages comparatifs, Maurice a, au cours des deux dernières décennies, orienté la promotion des investissements étrangers en mettant en avant son libre accès au marché européen. Avec la disparition progressive des traitements préférentiels et des pertes d'emplois qui en résultent suite notamment au désengagement du secteur textile des investisseurs de Hong-Kong, Maurice s'est lancée depuis peu dans une promotion plus agressive des investissements dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication et de l'hôtellerie de haut de gamme. En dépit de ces nouvelles orientations, Maurice reste un acteur secondaire dans l'attraction d'investissements étrangers même si dans le contexte régional de l'Océan Indien ce pays devance la plupart de ses voisins immédiats en stock d'IDE. En réalité, selon le classement de la CNUCED, Maurice arrive en 2003 à la 136^{ème} position pour les stocks d'investissements détenus par des étrangers et occupe le 130^{ème} rang mondial pour ce qui concerne les flux d'investissements étrangers réalisés au cours de cette année-ci (70,1 millions de dollars américains).

La France (y compris La Réunion) a été le second investisseur étranger en 2003 après l'Afrique du Sud et conforte, par les actifs détenus à Maurice, sa position de premier investisseur toutes origines confondues.

1. Une destination secondaire en matière d'investissements

"Maurice est une destination secondaire en matière d'investissements internationaux y compris dans son environnement régional."

1.1. Des flux d'IDE tendanciellement à la baisse :

Maurice n'a jamais joué un rôle majeur en tant que terre d'accueil des investissements internationaux. Si l'on se fie aux derniers résultats publiés par la CNUCED, Maurice a bénéficié en 2003 de 70,1 millions de dollars américains d'IDE (130^{ème} position dans le monde), montant très largement inférieur à celui de 2000 (année atypique avec 276,8 millions d'investissements étrangers dont 261 millions de dollars américains correspondant à la prise de participation de 40% de France Télécom dans Mauritius Telecom), mais supérieur à ceux des flux annuels d'investissements étrangers que ce pays a accueillis au cours des dix dernières années à l'exception de 2000. La moyenne des investissements sur la période 1995 - 2003 représentait en effet 64,8 millions de dollars américains par an mais 35,8 millions de dollars américains hors investissement exceptionnel de France Télécom.

Ce sont en fait l'épargne et les investissements domestiques (publics comme privés) plus que l'apport de capitaux extérieurs qui ont permis à Maurice de maintenir au cours des 15 dernières années un taux de croissance élevé (plus de 5% par an en moyenne).

Ainsi, rapporté au PIB, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a toujours été supérieure à 22% au cours de la dernière décennie (22,7% en 2003, 22,1% en 2002, 22,5% en 2001 contre 23,6% en 2000 et 28,6% en 1991) mais ne provient que très faiblement de l'investissement étranger.

<p>"Croissance du ratio IDE/ FBCF à 5,5%"</p> <p>"Maurice au 136^{ème} rang mondial au classement des pays d'accueil de l'IDE"</p>	<p>La contribution de l'IDE à la Formation Brute de Capital Fixe a oscillé au cours de la dernière décennie, bon an mal, entre 2 et 3% à l'exception de 1999 (4,2%) et surtout de 2000 (25,9%) du fait de l'opération menée par France Télécom. En 2003 le ratio IDE/ FBCF a connu une progression significative à 5,5% après avoir été de 2,6% en 2002. S'agissant des stocks d'investissements étrangers, ils représentaient 821,6 millions de dollars américains en 2003 soit 17% du PIB, ce qui positionnait Maurice au 136^{ème} rang mondial au classement des pays d'accueil de l'IDE. Comparativement à ses voisins les plus proches de l'Océan Indien, la performance de Maurice en matière d'attraction des investissements étrangers se rétablit quelque peu après une année 2002 décevante. Ainsi d'après les chiffres émanant de la CNUCED, les Seychelles et Madagascar ont bénéficié en 2003 d'investissements étrangers légèrement inférieurs à ceux de Maurice (58 millions de dollars américains, et 50 millions respectivement) alors que le Mozambique maintenait une avance considérable avec 336,7 millions de dollars américains d'investissements étrangers en 2003. De même, en terme de stock d'IDE Maurice devance toujours les Seychelles et Madagascar (747,8 et 481,7 millions de dollars américains respectivement en 2003) mais est largement distancée par le Mozambique (1 841 millions de dollars américains en 2003).</p>
<p>"10 pays à l'origine des investissements réalisés à Maurice"</p> <p>"En tête : la France avec 437,6 millions de USD"</p> <p>"2^{ème} investisseur : la RAS"</p> <p>"3^{ème} position : Royaume-Uni"</p> <p>"4^{ème} investisseur : l'Inde"</p> <p>"5^{ème} position : Singapour"</p> <p>"6^{ème} rang : la Suisse"</p> <p>"7^{ème} position : la Malaisie"</p> <p>"8^{ème} investisseur : la Chine (y compris Hong-Kong) "</p> <p>"9^{ème} position : l'Allemagne"</p> <p>"10^{ème} investisseur : Dubaï"</p> <p>"IDE dans la zone franche en recul depuis 1993"</p>	<p>1.2. L'IDE à Maurice provient d'un nombre limité de pays et concerne un nombre restreint de secteurs :</p> <p>D'après le classement dressé par la Banque Centrale de Maurice, 10 pays sont à l'origine des investissements réalisés dans ce pays sur la période 1990- 2003. La France arrive très largement en tête du peloton avec 53,3% du total du stock d'investissement soit 437,6 millions de dollars américains. Elle est suivie de la République d'Afrique du Sud (104 millions de dollars américains), du Royaume-Uni (32,9 millions), de l'Inde (29,2 millions), de Singapour (28,4 millions), de la Suisse (22,5 millions) puis dans l'ordre : la Malaisie, la Chine (y compris Hong-Kong), l'Allemagne et Dubaï. Il est intéressant de noter que ces pays ont leurs secteurs de prédilection pour ce qui concerne les investissements à Maurice. Hormis la banque, la RSA détient des intérêts dans l'hôtellerie et dans la grande distribution. Singapour, l'Inde et la Chine sont majoritairement engagés dans le textile et accessoirement dans la banque. La Malaisie est présente au travers d'un établissement hôtelier et d'une banque. La Grande-Bretagne est bien implantée dans la banque, les assurances, l'industrie du tabac et la distribution pétrolière ; elle a diversifié sa présence à Maurice en investissant en 1999 dans une conserverie de thon. Quant à la Suisse elle est à l'origine du plus important investissement étranger mené dans ce pays en 2001. Il s'agit d'une prise de participation dans la Cimenterie de l'Océan Indien au prix d'un investissement de 10 millions de dollars américains. Les capitaux américains quant à eux sont peu présents à Maurice et se limitent pour l'essentiel à la distribution de produits pétroliers.</p> <p>Si les investissements étrangers n'ont contribué que très modestement à la croissance économique de Maurice, ils ont par contre joué un rôle primordial dans le développement et le succès de la zone franche. Celle-ci a capté durant les années 80 et le début de la décennie 90 près de la moitié des investissements manufacturiers étrangers réalisés dans ce pays (68% en 1987, 44% en 1990, 88% en 1992). Mais depuis 1993, on assiste à un recul significatif et constant des investissements étrangers dans la zone franche, à tel point qu'ils sont devenus quasi-confidentiels depuis 1999 et n'ont été que de 2,7 millions de dollars américains en 2003.</p> <p>Le tourisme, un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mauricienne, a été au cours de la 1^{ère} moitié de la dernière décennie un des bénéficiaires réguliers mais pour des montants très inégaux des investissements étrangers à Maurice. Le record a été atteint en 1993 avec plus de 56% des IDE.</p>

<p>"Tassement significatif des investissements étrangers dans le secteur du tourisme"</p> <p>"Un investissement bancaire étranger de 45,5 millions en 2003"</p> <p>"Investisseurs majeurs : <ul style="list-style-type: none"> - France Télécom - Court - Shoprite et Game - Holcim" </p>	<p>On constate, depuis, un tassement significatif des investissements étrangers dans ce domaine d'activité résultant de la raréfaction des sites exploitables et du comportement protectionniste des opérateurs locaux (il est impossible pour un étranger d'investir majoritairement dans un hôtel de moins de 100 chambres). En 2003, l'IDE dans l'hôtellerie ne représentait plus que 5,2% (3,6 millions de dollars américains) de l'investissement étranger réalisé au cours de cette année à Maurice. L'investissement hôtelier étranger devrait toutefois reprendre en 2004 et au delà à la faveur du développement des nouveaux complexes réservés aux étrangers fortunés.</p> <p>Les activités bancaires sont apparues en 1996 comme un secteur d'intérêt pour les investisseurs étrangers avec 8% de l'IDE réalisé au cours de cette même année. L'entrée en 1997 de la banque sud-africaine Nedcor au capital de la State Bank of Mauritius à hauteur de 46 millions de dollars américains a propulsé le secteur bancaire au niveau de 96% des flux d'IDE réalisés cette année là. L'investissement bancaire étranger a correspondu à 40% et à 30% des flux d'IDE en 1998 et 1999 respectivement, mais ne s'est plus manifesté en 2000 et est réapparu en 2001 (plus de 20 millions de dollars américains), 2002 (10,5 millions de dollars américains) et 2003 (45,5 millions).</p> <p>Hormis les secteurs précédemment mentionnés ce sont les services, le commerce de détail, les télécommunications et la construction qui ont attiré les investisseurs étrangers à Maurice. Les investissements majeurs réalisés par France Télécom, Court, Shoprite et Game (distribution), Holcim (cimenterie) ont contribué à gonfler de manière significative la valeur de la présence étrangère dans ces domaines d'activité.</p>
---	--

2. La France : 1^{er} investisseur étranger à Maurice grâce à France Télécom

<p>"Implantation de plus de 100 sociétés à participations françaises, métropolitaines et réunionnaises"</p> <p>"Des flux d'investissements de 11 millions d'EUR en 2003"</p> <p>"Réalisation par la France de 27% des investissements étrangers à Maurice en 2003"</p> <p>"Les entreprises françaises sont actives dans la grande distribution et de la distribution des produits pétroliers"</p>	<p>A la faveur de la prise de participation de France Télécom dans Mauritius Telecom, à hauteur de 40%, la France devient le premier investisseur étranger à Maurice.</p> <p>La France a été un investisseur de longue date et régulier à Maurice s'appuyant sur un environnement historique et culturel favorable. Notre présence se manifeste par l'implantation dans ce pays de plus d'une centaine de sociétés à participations françaises, métropolitaines et réunionnaises, majoritaires ou minoritaires dont une bonne partie en zone franche.</p> <p>Selon les données de la Banque de France, les flux d'investissements en provenance de notre pays et destinés à Maurice se sont élevés à 31, 28 et 11 millions d'euros en 2001, 2002 et 2003 respectivement. Pour la seule année 2003, Maurice se classait au 62^{ème} rang des pays d'accueil de l'investissement français à l'étranger, alors qu'à la fin de la même année, le stock d'investissements détenu par des opérateurs français à Maurice atteignait 437,6 millions d'euros.</p> <p>Selon les sources de la Banque de Maurice, la France a réalisé au titre de l'année 2003, 27% des investissements étrangers à Maurice et arrivait de ce fait, en 2^{nde} position après la République d'Afrique du Sud (39%). En 2003, la France a confirmé sa position de 1^{er} investisseur étranger à Maurice (en stock) position acquise en 2000 après avoir détrôné la République d'Afrique du Sud.</p> <p>En dehors du secteur des télécommunications, notre présence à Maurice est relativement diversifiée. Les entreprises françaises sont actives dans la grande distribution avec une participation du groupe réunionnais Bourbon dans la compagnie mauricienne Happy World Food à hauteur de 20%, d'une part et dans la compagnie Somags pour 69%, d'autre part. Cette dernière gère deux supermarchés à l'enseigne Jumbo Score à Maurice. L'entreprise Total est présente dans la distribution de produits pétroliers, dont elle détient 17% du marché mauricien. Cette société contrôle également un tiers du marché du gaz domestique à Maurice.</p>
---	---

"Présence française active dans le secteur de l'hôtellerie et des travaux publics"

"Présence française également dans le secteur de l'industrie, de l'informatique et de la banque"

Dans l'hôtellerie, les entreprises françaises sont présentes à travers le Club Med et la société Apavou de La Réunion ainsi que le groupe Accor par l'intermédiaire de contrats de gestion.

La présence française est également forte dans la branche des travaux publics, dans laquelle Colas détient la quasi-totalité du capital d'une entreprise locale d'envergure. Par ailleurs les chantiers Pirioux ont créé les "Chantiers Navals de l'Océan Indien" qu'ils détiennent à parts égales avec un groupe mauricien. La construction d'une cale sèche s'est achevée en 2003 et a nécessité un investissement total de 16 millions d'euros apporté à égalité par les deux partenaires. On mentionnera également la présence d'industriels français dans la production textile, la petite maroquinerie, l'horlogerie et plus récemment dans l'informatique et les centres d'appels. Par contre, après plus de 30 ans d'activité à Maurice, le groupe BNP PARIBAS s'est retiré du pays en 2002. Le groupe des Caisses d'Épargne a pris la relève en ouvrant à Maurice en juillet 2004 des succursales à l'enseigne Banque des Mascareignes.

3. Maurice : un acteur de l'investissement direct à l'étranger

Evolution de l'investissement direct étranger à Maurice

Indicateurs	2002	2003
Croissance	1,8%	4,6%
FBCP/ PIB	22,1%	22,7%
IDE/ FBCP	2,6%	5,5%
Flux IDE (millions USD)	32,7	70,1

Source : ME de Port-Louis

Même si Maurice est devenu, dans le courant des années 80, un investisseur à l'étranger à la faveur de l'ouverture de succursales bancaires et de la délocalisation de certaines de ses industries textiles dans les pays limitrophes, les flux entrants d'investissements dépassent encore largement les flux sortants (à l'exception de l'année 1998). Le stock d'investissements mauriciens à l'étranger est estimé à 186 millions de dollars américains à la fin 2003, dont plus de 76 millions d'euros seraient réalisés en France et plus particulièrement à La Réunion. "L'Île sœur" aurait drainé des investissements de Maurice dans les secteurs de la banque, du tourisme, du commerce, du textile et de l'assurance. Maurice se classait fin 2003 au 98^{ème} rang des investisseurs étrangers dans le monde, mais au 51^{ème} rang des investisseurs étrangers en France. Le secteur de l'intermédiation financière domine largement la présence mauricienne en France (45 millions d'euros en 2003). Suivent les secteurs de l'immobilier et des services aux entreprises (14 millions d'euros), du commerce et de la réparation (7 millions d'euros), de l'industrie manufacturière (4 millions d'euros) et des transports et communications (3 millions d'euros).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de PORT-LOUIS (adresser les demandes à port_louis@dree.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.

Auteur :

Mission Économique de Port Louis

Adresse :

5 bis, rue Champ de Lort - B.P. 12 - PORT LOUIS - Maurice

Rédigée par : Eric NOITAKIS

Revue par : Laetitia PANTALONI

Mise en forme par : Laetitia PANTALONI

Date de parution : Le 25 novembre 2004

Version N° 2

